



# ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT

## L'impératif agricole

### CHRONIQUE PIERRE JACQUET

POUR la première fois dans l'histoire humaine, d'après la Commission de la population et du développement des Nations unies, le nombre d'habitants des zones urbaines est en train de dépasser celui des zones rurales. Mais la flambée des prix agricoles vient brutalement rappeler qu'on ne néglige pas impunément le développement rural. Or, ce dernier n'a pas reçu, dans les décennies les plus récentes, la priorité qui aurait dû s'imposer. L'aide au développement consacrée à l'agriculture dans les pays pauvres a ainsi baissé de plus de 50 % entre le milieu des années 1980 et la fin des années 1990. La crise alimentaire actuelle aura un effet salutaire si elle amène à une réorientation des politiques publiques des pays pauvres vers le développement agricole, et de celles des pays riches vers des politiques agricoles, commerciales et d'aide au développement cohérentes avec cet objectif.

En dépit de l'urbanisation croissante, la majeure partie de la population des pays en développement demeure en effet rurale (84 % de la population en Ethiopie, 81 % au Lesotho ou 73 % au Vietnam, par exemple). C'est dire le défi que pose la situation actuelle, d'autant que la part des revenus consacrée à l'alimentation compte en moyenne pour plus de la moitié des revenus des

ménages pauvres. Au-delà des enjeux immédiats de réduction de la pauvreté, il est aussi vain de penser le développement économique en faisant abstraction de la complémentarité entre les villes et les campagnes, très bien soulignée, par exemple, par Jean Fourastié dans le cas des pays développés au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

A la Banque mondiale, Martin Ravallion et Shaohua Chen ont aussi montré qu'en Chine, la croissance dans le secteur primaire a permis de réduire la pauvreté nationale quatre fois plus que la croissance dans les secteurs secondaire et tertiaire entre 1981 et 2004 ; la croissance économique en zone rurale a simultanément réduit les inégalités en zone urbaine et en zone rurale aussi bien qu'entre les villes et les campagnes. Il ne s'agit pas ici d'appeler à la quête de l'autosuffisance alimentaire, mais simplement d'observer que le sol et le savoir-faire agricole sont les actifs à partir desquels, naturellement, les pauvres des zones rurales peuvent se nourrir et améliorer leurs revenus avant de diversifier leurs activités.

L'attention au secteur primaire et l'augmentation de sa productivité relèvent donc à la fois d'une opportunité, d'une nécessité et de défis. Une opportunité pour les pays exportateurs agricoles, si se confirment les prévisions d'un maintien de la hausse des prix. Car, au-delà des accidents climatiques et des restrictions imposées par plusieurs pays à leurs exportations, des tendances lourdes sont à l'œuvre : hausse des prix de l'énergie, qui renchérit les coûts

de la production agricole et met en concurrence la production alimentaire et celle de biocarburants (selon une étude récente de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires - Ifpri -, à Washington, la production d'éthanol absorbera 30 % de la production américaine de maïs en 2008) ; modification des régimes alimentaires des pays en croissance rapide, vers une consommation accrue de viande et de produits laitiers, et, par conséquent, demande élevée d'aliments pour le bétail.

Une nécessité, aussi, pour accompagner la croissance démographique et les demandes calorifiques grandissantes de la planète (en Afrique, la consommation est passée en dix ans de 2 200 à 2 500 kcal/tête/jour). Or, on ne saurait sous-estimer l'importance de la nutrition,

dont le Prix Nobel Robert Fogel [reçu en 1993 pour ses travaux menés avec Douglass North] a souligné la contribution à la croissance en Europe et aux Etats-Unis depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle.

Un défi, enfin, pour faire en sorte que, dans des économies très dépendantes du secteur primaire, la croissance de la productivité agricole puisse contribuer à la réduction de la pauvreté et dégage de la main-d'œuvre pour alimenter un processus vertueux de rendements croissants dans l'activité des villes. Un défi aussi pour les pays importateurs, qui doivent améliorer la production vivrière et se doter d'in-

frastructures donnant aux produits ruraux l'accès aux marchés urbains, puisque 50 % des ruraux pauvres, tout en commercialisant une partie importante de leur production, restent des acheteurs nets de produits alimentaires. Un défi enfin dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, pour développer des techniques agricoles mieux adaptées, comme l'« agro-écologie », qui permettent, par exemple par la culture sans labour, de mieux gérer les ressources en eau, de combattre l'érosion, d'assurer la restauration de la fertilité des sols et d'améliorer les rendements.

Cette crise alimentaire, au confluent des problématiques de l'énergie, du climat, de la nutrition, de la réduction de la pauvreté et du développement économique, est un nouveau coup de semonce rappelant l'urgence d'inventer des modalités de croissance plus durables. ■

Pierre Jacquet, Agence française de développement

« L'attention  
au secteur  
primaire  
relève d'une  
opportunité,  
d'une  
nécessité  
et de défis »